

COMMUNIQUE DU COLLECTIF SOLIDARITÉ ROMS DE LILLE METROPOLE

200 EXPULSÉS ATTENDENT UNE SOLUTION DEPUIS 33 JOURS ALORS QUE LA PLUIE ET LE FROID ARRIVENT.

Le 9 septembre Monsieur le Préfet du Nord Pas-de-Calais recevait, à sa demande, une délégation du Collectif Solidarité Roms de Lille Métropole.

Participaient également à cette réunion : Michel François Delannoy, vice Président de LMCU, de représentants du cabinet de Martine Aubry, maire de Lille, de représentants du Conseil Général du Nord.

Le Préfet a situé l'objet de la réunion : trouver une solution convenable pour les « expulsés » du mois d'Août pour assurer ultérieurement une transition vers des solutions plus durables.

Le collectif a exprimé ses positions et demandes :

- ❖ **Regret du refus** d'accepter un représentant de la communauté rom dans la délégation et plus généralement absence de concertation avec cette communauté.
 - Le Préfet après avoir souligné qu'il s'agissait ce jour d'une réunion de travail sur le relogement a confirmé qu'il était prêt à recevoir une délégation des Roms du Nord avec le Collectif.
- ❖ **Sur les conditions de relogement**, le Collectif a demandé que les terrains proposés présentent de bonnes conditions sanitaires : eau, toilettes, ramassage d'ordure avec une organisation et un accompagnement minimum.
 - Le Préfet a précisé qu'à la demande express de LMCU et de sa Présidente il recherchait actuellement des terrains hors métropole et qu'il continuait sa recherche de terrains d'Etat adaptables avec des possibilités de conventionnement avec les collectivités territoriales. Le problème de l'installation de terrains sur les communes de Cysoing et Bauvin, évoqué par la presse, n'a pas été abordé puisque le Préfet devait rencontrer les dites communes le lendemain.
- ❖ **Sur la scolarisation des enfants**, moyen essentiel d'intégration, le Collectif a rappelé l'importance de cette dimension dans le choix des terrains afin que les enfants actuellement scolarisés ne soient confrontés à une rupture scolaire et que les autres trouvent une scolarisation effective...
 - Le Préfet a rappelé en ce domaine la responsabilité des maires et dit avoir pris contact avec l'Inspection académique et se préoccupait de la question du ramassage scolaire.
- ❖ **Sur le travail**, le Collectif a enregistré l'ouverture de la circulaire interministérielle du 26 août en ce qui concerne les mesures transitoires. Mais il faut aller plus loin sur le droit au séjour, et des mesures spécifiques concernant le ferrailage, les métiers liés à la récupération et l'accompagnement des projets économiques prenant en compte les savoirs faire et les parcours professionnels déjà engagés de ces populations...
 - Le Préfet a rappelé qu'il était tenu par le respect des règles et des directives mais que sur certains point il était prêt à ouvrir un groupe de travail sur l'aménagement de certaines règles.
- ❖ **Sur le rôle des associations**, le Collectif regroupe un panel important d'associations dans le domaine de la défense des droits, de l'humanitaire et du caritatif ainsi que de nombreux individuels. Il a de ce fait une connaissance des problèmes, un savoir faire complémentaires des structures professionnelles qu'il convient de reconnaître.
 - Pour le Préfet cette réunion de ce jour marque la volonté des Pouvoirs Publics d'associer le Collectif à la réflexion et l'organisation d'une réponse au côté des structures professionnelles.
- ❖ **Sur la garantie contre de nouveaux démantèlements sans relogement** conformément aux engagements de Martine Aubry. Le Préfet a exprimé sa volonté d'appliquer les consignes de la circulaire ministérielle.

Le représentant du Conseil général du Nord est intervenu pour assurer que le CG jouerait tout son rôle dans le domaine social.

Michel-François Delannoy a rappelé les engagements de LMCU contenus dans le vote du 29 juin et ceux de Martine Aubry lors de la rencontre du 20 août avec le Collectif.

CONCLUSIONS :

Sur la rencontre du 9 septembre, nous avons rencontré, comme en juillet, une bonne volonté déclarée de la Préfecture de résoudre le défi que pose l'intégration sur notre territoire des citoyens européens que sont les roumains et les bulgares de culture tzigane mais peu d'actes concrets sont posés à ce jour. Il reste beaucoup de travail à faire.

D'une manière générale, le Collectif ne peut que constater l'immense gâchis que constitue la politique de Manuel Valls menée durant l'été à l'encontre des Roms.

- ❖ En recourant à des expulsions massives avec ou sans décisions de justice mais surtout sans concertation sur une solution malgré les engagements du candidat Hollande et au nom de bons sentiments ratifiés par quelques maires : « on ne peut laisser ces gens dans cette situation », le Ministre de l'Intérieur, bien qu'il s'en défende, banalise la xénophobie d'Etat.
- ❖ En entrant dans ce jeu, LCMU a commis une faute politique lourde. Il y avait sur la Métropole une vraie dynamique basée sur le dialogue permanent entre le Collectif et le Politique qui avait amorcé une politique positive traduite dans deux délibérations de LMCU. En décidant les expulsions du mois d'Août sans concertation et sans réflexion sur les relocalisations qui étaient la revendication constante du collectif, les responsables politiques de LMCU n'ont pas seulement désavoué le collectif dans son travail mais a rendu quasiment impossible toute solution. La réaction des populations, complètement décomplexées par la politique Valls, à l'idée d'accueillir quelques familles Roms montre la difficulté aujourd'hui de trouver une solution pérenne dans une ambiance sereine.
- ❖ A cela s'ajoute le désarroi des familles renvoyées à la précarité extrême, ayant perdu leur réseau de voisinage et de solidarité, avec des enfants sans la rentrée scolaire prévue et vivant maintenant dans le plus extrême dénuement et la colère des associations humanitaires et caritatives qui voient des années de travail brutalement anéanties.

Cependant nous restons confiants en l'avenir. La tâche à accomplir reste énorme :

- ❖ La LMCU doit mettre en œuvre ses décisions pour rétablir la confiance largement mise en cause par les récents événements : création de 5 terrains d'accueil pour les Roms voire 10 si on prend en compte la rencontre avec Martine Aubry du 20 août au cours de laquelle celle-ci s'est engagée à intégrer dans la métropole, sur des terrains aménagés pour 100 ou 150 personnes et/ou dans le diffus, de 1000 à 1500 personnes sur les 3000 présentes actuellement et à relocaliser les autres sur la Région.
- ❖ La tenue dans les meilleurs délais « Conférence régionale sur l'accueil des Roms », conférence que nous avons proposé au préfet lors de notre rencontre en juillet et qu'il avait accueillie favorablement.
- ❖ La scolarisation des enfants des enfants doit devenir effective dans le respect des itinéraires scolaires déjà accomplis.
- ❖ La prise en compte de la situation déplorable sur d'autres terrains (Porte d'Arras à Lille, Galon d'eau à Roubaix...) doit s'effectuer au plus tôt.

Mais surtout, le Collectif rappelle l'urgence de trouver une solution pour les 200 expulsés du mois d'Août. Nous savons aujourd'hui que les propositions d'installer ces familles sur les villes de Cysoing et Bauvin a peu de chances de réussir. Il appartient à l'Etat de trouver les terrains nécessaires dans une réelle concertation avec les familles et les communes concernées.

Déçu mais non pessimiste le Collectif le Collectif et ses associations maintiendront la pression sur les politiques et continueront à œuvrer pour que Humanité, Solidarité et Fraternité ne soient pas que de vains mots de campagnes.